

coalition gouvernementale. Elle a démontré sa force en faisant élire M. Jacques Chaban-Delmas comme président de l'Assemblée nationale contre le candidat officiel du RPR conservateur et président sortant de cette assemblée, M. Edgar Faure.

Le parti de M. Chirac, le RPR, doit, bon gré mal gré, soutenir le gouvernement Barre, dans lequel il compte plusieurs ministres. Il est évident que M. Chirac, qui contrôle étroitement son parti, aspire à devenir président de la République française. Les élections présidentielles doivent avoir lieu, d'après la Constitution en 1981. Si le président Giscard d'Estaing, qui est apparu comme le grand vainqueur des récentes élections législatives, réussit par le truchement des premiers ministres qu'il désigne et par son action propre, à garder son image actuelle, il sera réélu sans difficulté. Il ne sera donc pas question pour M. Chirac de se présenter aux élections présidentielles. Une telle éventualité ne pourrait se produire qu'au cas où la France connaîtrait des troubles graves. M. Chirac, qui cultive une image d'autorité et d'ordre, pourrait alors se présenter comme le sauveur et l'ultime recours dans la vieille tradition gaulliste et bonapartiste.

Le PCF toujours fort

Pour le lecteur du *Monde*, le parti communiste apparaît comme très secoué. Les articles, dans ce quotidien, de l'historien Jean Ellenstein et du philosophe Louis Althusser, tous deux membres éminents du parti, ainsi que des lettres retentissantes d'intellectuels au *Monde* et à d'autres journaux, semblent témoigner, au lendemain des élections, de courants critiques de «droite», et de «gauche» au sein du PCF. En réalité, tout cela n'est que péripéties puisque la direction du parti conserve la situation bien en mains par la pratique du «centralisme démocratique», c'est-à-dire le cloisonnement des instances inférieures du parti (cellules, sections, fédérations), dont les demandes sont filtrées successivement avant de parvenir au sommet (Secrétariat, Bureau politique, Comité central) et à qui le sommet transmet hiérarchiquement ses décisions qui sont obligatoirement exécutoires. Il y a eu, certes, après les élections, des discussions animées dans de nombreuses cellules (instances de base du parti) portant surtout, d'une part, sur la manière brutale dont furent annoncés des «tournants» du parti — déclaration du secrétaire général, M. Georges Marchais, en faveur d'une force de frappe complète et d'une stratégie militaire «tous azimuts» par exemple — et d'autre part, sur le style des rapports avec le parti socialiste: après avoir bénéficié d'une indulgence plénière, celui-ci devint tout à coup, pour les dirigeants communistes, intrinsèquement pervers, porteur de tous les vices du poison «bourgeois». Mais ces critiques, sauf dans quelques cellules d'intellectuels, ne remettent pas en cause l'orientation pro-

fonde du parti et surtout sa direction. A supposer même qu'il y ait changement de personnes dans cette direction, la question du fonctionnement interne du parti communiste et de ses finalités ne serait pas réglée pour autant. Durant la campagne électorale, qui fut dirigée paradoxalement essentiellement contre les socialistes, le parti communiste a montré qu'il restait foncièrement non démocratique. Garder son hégémonie sur la classe ouvrière organisée, par le truchement de la Confédération générale du travail (CGT), conserver les positions acquises dans les usines et les municipalités lui importent davantage que de jouer un rôle de second violon dans un gouvernement dirigé et dominé par les socialistes. Somme toute, le parti communiste a atteint ses objectifs: il n'a perdu que 0.7 p. cent du vote populaire, le parti socialiste n'a pas trop progressé et ne le devance en voix que de 2 p. cent; à la Chambre des députés, les socialistes n'ont gagné qu'un petit nombre de sièges (+ 15), à peine plus que les communistes (+ 13). Surtout, les socialistes, secoués par la défaite, ne peuvent disputer au parti communiste une quelconque hégémonie. Réuni le 25 avril dernier, le Comité central du parti unanime — notons que M. Ellenstein est membre du Comité central — a approuvé la politique de M. Marchais. Le parti communiste continuera à travailler toujours davantage à l'«union du peuple de France», vaste coalition de toutes les couches de la population à l'exception de la poignée de «grands capitalistes monopolistes».

Le PS grand perdant

Paradoxalement, le parti socialiste, qui a le plus progressé en terme de voix, apparaît comme le perdant des élections. Pourtant, il a passé de 19.3 p. cent en 1973 à 22.6 p. cent en 1978 et, de plus, son petit allié, le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) a avancé de 1.4 p. cent en 73 à 2.1 p. cent en 78. Mais les ambitions et les attentes au sein du parti socialiste étaient telles qu'effectivement ce résultat, qui ne se traduit d'ailleurs que par 104 sièges (au lieu de 89 en 73) sur 491 à l'Assemblée nationale, apparaît comme une défaite. Après une période de découragement qui avait suivi la rupture de l'union de la gauche dans la nuit du 22 au 23 septembre 1977, les militants du parti socialiste s'étaient repris à espérer lorsque les sondages d'opinion leur avaient montré — sans tenir compte des indécis et des discrets — que leur parti conservait un pourcentage d'intentions de vote en sa faveur de 26 p. cent. Les rêves les plus fous furent caressés quand on vit encore augmenter ce pourcentage. Certains militants et même dirigeants — mais non pas, notons-le, François Mitterrand et son entourage, fort prudents — allèrent même jusqu'à envisager une situation où le parti socialiste serait suffisamment fort (plus des 30 p. cent de suffrages) pour gouverner seul. L'échec a été durement res-